

Crises et « Nouvel Ordre » au Moyen-Orient : la stratégie américano-israélienne et ses limites.

Saïda Bédar

Août 2025

La « guerre des 12 jours » déclenchée par des frappes en Iran (13-25 juin 2025), la guerre à Gaza (depuis octobre 2023), la guerre contre le Hezbollah au Liban (depuis octobre 2024) et l'intervention en Syrie (depuis décembre 2024), sont à considérer comme inscrites dans une stratégie de préemption opérée par les États-Unis et Israël. Ces conflits sont dans la continuité de décennies de guerres américaines dans la région, et de prévention de l'émergence d'alliances entre les puissances régionales et la Chine et la Russie. Israël s'intègre dans cette stratégie comme un sous-système, menant deux agendas concomitants, l'un conforme aux visées américaines, l'autre à l'option de la colonisation¹ et la neutralisation de la revendication territoriale et nationale-étatique palestinienne. Ainsi, bombarder les civils à Gaza pour qu'*in fine* le seul point de négociation et de pression internationale soit l'arrêt des combats et la reconstruction (et non pas l'établissement d'un État palestinien), n'est pas une nouveauté. Ce qui est nouveau c'est la durée et l'intensité de la guerre — qu'aujourd'hui quasi tout le monde, y compris dans les milieux de gauche israéliens, qualifie de génocide² — et l'engagement sur plusieurs fronts à la fois (Gaza, Liban, Syrie, Iran).

I- La stratégie américaine de maintien de l'accès au Moyen-Orient

Les États-Unis poursuivent depuis des décennies une stratégie offensive de maintien de l'accès au Moyen-Orient, en particulier dans la sous-région Golfe-Levant. Les instruments sont militaires, politiques et économiques : guerre du Golfe et embargo (1990-2003), invasion et occupation de l'Irak (2003-2011); bases militaires (près de 40.000 soldats, voir carte en annexe) et déploiements de systèmes ISR (Intelligence-renseignement, Surveillance, Reconnaissance) dans la sous-région ; aides/pressions financières et commerciales ; sanctions impliquant la restriction de l'accès au dollar ; politiques diverses d'ingénierie sociopolitique (conditionnalités des aides et du transfert de technologies, incitation à la réforme, etc.). C'est une stratégie d'influence et d'endiguement des puissances émergentes régionales, et de préemption³ visant à contrecarrer la création d'axes géostratégiques qui limiteraient l'accès des États-Unis à la région. En effet, les puissances régionales, Turquie, Iran, Arabie saoudite et Égypte, ont développé des ambitions et des stratégies de puissance qui les conduisent à s'affranchir de la

¹ Il y a aujourd'hui plus de 517.000 colons israéliens dans les territoires occupés + 200.000 à Jérusalem Est, il y en avait 110.000 + 140.000 en 1993, voir, « 30 Years After Oslo », *Peace Now*, 11 September 2023, <https://peacenow.org.il/en/30-years-after-oslo-the-datathat-shows-how-the-settlements-proliferated-following-the-oslo-accords> ; "West Bank settler population grew by nearly 3% in 2023 — report", *The Times of Israel*, 11 February 2024, <https://www.timesofisrael.com/west-bank-settler-population-grew-by-nearly-3-in-2023report/#:~:text=The%20report%2C%20released%20Sunday%20by%20the%20prosettler%20group,in%20the%20last%20five%20years%2C%20the%20report%20said>

² Voir un résumé des positions internationales, in Pierre Louis Caron « Guerre dans la bande de Gaza : qui utilise le mot génocide pour décrire les opérations israéliennes ? » *France Info*, 2 juin 2025, https://www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerredans-la-bande-de-gaza-qui-utilise-ou-non-le-mot-genocide-pour-decrire-les-operations-israeliennes-et-pour-quellesraisons_7277304.html Voir le rapport de l'ONG israélienne Betsalem, « Our genocide », (juillet 2025) à télécharger : https://www.btselem.org/publications/202507_our_genocide

³ Le terme « préemption » dans le vocabulaire stratégique US post-guerre froide renvoie à un dépassement de la stratégie de dissuasion pour une posture plus anticipatrice — influencer, contrer, par tous types de voies et moyens, les facteurs qui risquent de limiter la puissance américaine. La stratégie de préemption implique le maintien : du contrôle sur les institutions internationales ; de l'hégémonie du dollar ; de l'avance technologique en particulier techno-militaire avec l'objectif de la rupture (décrochage par rapport aux compétiteurs pairs) à l'horizon 2030-50 ; de l'accès aux pays pivots des voies logistiques, abritant des ressources critiques pour l'économie globale.

dépendance / l'alignement vis-à-vis de Washington. La volonté de ces pays du « Sud global »⁴ d'accéder à la décision internationale et de ne plus subir la contrainte normative, économique et politique des États-Unis (l'hégémonie du dollar⁵, les régimes de sanctions⁶, les conditionnalités, etc.), les conduisent à rééquilibrer leurs relations avec la Russie et la Chine et à s'engager vers plus de coopération sud-sud (BRICS+, normalisation diplomatique, projets technologiques et énergétiques communs, etc.).

Les enjeux au Moyen-Orient sont de taille, la région demeurant le lieu de la compétition stratégique entre puissances globales. Il s'agit de : la première région exportatrice et réserve mondiale en hydrocarbures ; voies de transit maritime stratégiques pour le commerce mondial ; la zone d'interconnexion Europe-Afrique-Asie ; une région fortement importatrice d'armes ; marchés émergents et en voie d'intégration. Or, face à la montée en puissance des États-continentaux comme pôles influents de l'ordre global (Chine, Russie, Inde, Brésil), mais aussi des puissances régionales, la position des États-Unis ne demeurera centrale que s'ils parviennent à maintenir leur influence sur les structures (institutionnelles, informationnelles, monétaires-financières), les voies et les ressources critiques de la globalisation.

Ainsi l'enjeu des hydrocarbures du Moyen-Orient demeure déterminant, même si les États-Unis s'approvisionnent très peu dans cette zone et sont même devenus les premiers producteurs de pétrole au monde⁷ — grâce au développement du secteur des hydrocarbures de schiste, les trois quarts de leur production totale⁸. Cet enjeu restera inscrit dans la stratégie américaine pour deux raisons essentielles : le pétrole de la région continue à déterminer le marché de l'énergie et donc l'équilibre de l'économie mondiale ; les Européens, l'Inde et la Chine, sont dépendants des approvisionnements de la région, et donc l'option de garantir la sécurité des flux et ressources demeure un atout pour les États-Unis.

L'interventionnisme militaire est un élément dur de la stratégie américaine au Moyen-Orient, avec pour visée première d'empêcher les adversaires dans leurs stratégies visant à limiter l'accès (*antiaccess strategies*, ou *access-denial*). Le Pentagone utilise la formule: « disrupt, degrade and work to defeat and/or diminish ». Une telle formule implique une approche qui vise à neutraliser les capacités de la

⁴ Le Sud Global renvoie à l'ex-Tiers-Monde y compris la Chine, plus la Russie. La Russie utilise parfois le terme « Sud et Est Global » opposé à « Occident Collectif ». Elle explore également le concept de « Majorité Globale », notamment après le constat qu'une grande majorité de pays à l'ONU a refusé de sanctionner pour sa guerre contre l'Ukraine.

⁵ Hégémonie monétaire est le terme employé par les économistes pour désigner l'État dont la monnaie a une fonction de régulation sur le système monétaire international, disposant ainsi : de la maîtrise de l'unité de compte internationale et de l'unité de réserves monétaires mondiales, 60% de ces dernières sont en dollars aujourd'hui (20% en euro, 7% en yuan, 6% en yen, 5% en livres anglaises) ; d'un contrôle de l'accès au crédit international ; d'une absence de contrainte de sa balance des paiements ; de la possibilité de supporter un lourd taux d'endettement (la dette de l'État américain est aujourd'hui, fin juillet 2025, de 37.180 milliards de dollars soit 123% du PIB). Sur ce sujet voir, Saïda Bédar, « La globalisation et la reproduction de l'hégémonie des États-Unis », *Études & Analyses du Forum Transitions*, Octobre 2019, https://www.geostrategie-analyses.com/?page_id=31

⁶ L'Iran subit le régime de sanctions économiques depuis 1979, étant aujourd'hui exclu du régime international de compensation, avec un accès restreint au dollar et aux investisseurs internationaux ; la Syrie a été sous sanctions entre 1979 et juin 2025 (elles ont été levées fin mai 2025) ; des acteurs divers (les *pecially designated persons*) sont sous sanctions en Irak, au Liban, en Libye et au Yémen. Notons que l'Irak qui dispose depuis mai 2003 d'un compte auprès de la Federal Reserve Bank de New York (FRBNY) où sont déposés ses revenus pétroliers (aujourd'hui 120 milliards de dollars), se voit régulièrement restreint dans l'accès au dollar, en cas de non-conformité au système d'application électronique garantissant la transparence des transactions — la première administration Trump avait même menacé, en janvier 2020, de fermer le compte irakien à la FRBNY si les troupes américaines étaient expulsées d'Irak.

⁷ US, Energy Administration, *United States produces more crude oil than any country, ever*, March 11, 2024, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61545>

⁸ Shariq Khan, « US oil production to peak by 2027 as shale boom fades, EIA forecasts », *Reuters*, April 15, 2025, <https://www.reuters.com/business/energy/us-crude-oil-output-peak-by-2027-eia-projects-2025-04-15/>

puissance des adversaires, plus qu'une logique de défaite sur le champ de bataille — il s'agit en quelque sorte de désarmer un adversaire avant même qu'il soit question de bataille. Cette stratégie d'endigement des capacités des adversaires, avérés et potentiels, se justifierait notamment par le fait que ces adversaires développent des stratégies de plus en plus asymétriques et hybrides⁹, via l'accès aux technologies avancées « sur étagère » (couramment commercialisées, ne nécessitant pas ou peu de R&D). C'est l'inquiétude qu'exprimait le général Bryan P. Fenton, commandant des forces spéciales, lors d'une audition au Sénat en avril 2025 :

« Meanwhile, the character of war is changing at a rate faster than we've ever seen. The innovation cycle now turns in days and weeks, not months and years. Our adversaries use \$10,000 one-way drones that we shoot down with \$2 million missiles. That cost benefit curve is upside down. To summarize this is the most complex, asymmetric, and hybrid threat security environment I've seen in 38 years of service. »¹⁰

Le risque stratégique relèverait également de la possibilité que les compétiteurs pairs, Russie et Chine, opèrent un « saut technologique », par l'apport de l'IA essentiellement, et combinent cette avance technologique avec une politique financière et commerciale de « dédollarisation », ciblant ainsi l'avantage comparatif inégalé des États-Unis. En effet, la base de la puissance américaine est l'hégémonie monétaire, qui est de plus en plus remise en cause par les États du Sud Global y compris les puissances émergentes du Moyen-Orient qui tendent à intégrer, en tant que membres à part entière ou en tant que partenaires, les forums BRICS+ et Shanghai Cooperation Organization (SCO)¹¹. Le Moyen-Orient est en fait particulièrement impacté par les effets pervers de l'hégémonie du dollar. L'obligation de recourir au dollar comme unité de compte et de réserve globale assure d'une part aux États-Unis une rente permanente via une capacité d'endettement sans risque et donc la possibilité de maintenir des budgets militaires quasi-illimités (850 milliards \$ pour 2025), et d'autre part la possibilité d'imposer des sanctions. Or, les États du Moyen-Orient avec leurs pétrodollars achètent massivement de la dette américaine (bons du Trésor) et sont finalement les cibles premières des sanctions et de l'interventionnisme militaire américain. Ces pays tentent aujourd'hui de dédollariser leurs réserves et appliquent des moyens de contournement — accords de swaps, utilisation des monnaies nationales

⁹ L'asymétrie en stratégie renvoie au recours à des capacités (systèmes d'armes, concepts opérationnels, tactiques, techniques et procédures) et à la manœuvre dans le temps et l'espace qui évitent l'affrontement forces contre forces homothétiques, frappent les faiblesses tout en évitant les forces et recourent à toutes formes de ruses, effets de surprise et déstabilisation, y compris hors du champ de la guerre, voire hors du champ de la loi et de la morale. Il faut noter que l'asymétrie n'est en aucun cas le synonyme du rapport du faible au fort et est devenue le centre de la doctrine stratégique des grandes puissances. La guerre hybride est un instrument de l'asymétrie, elle combine les capacités conventionnelles, irrégulières et cybernétiques.

¹⁰ General Bryan P. Fenton, USA Commander, US Special Operations Command, *Hearing on United States Special Operations in Review of the Defense Authorization Request for Fiscal Year 2026*, Committee on Armed Services, US Senate, April 8, 2025

¹¹ Ce sont des regroupements de coopération économique, de dialogue politique et sécuritaire. Les BRICS+ — Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Iran, Émirats Arabes Unis, Indonésie — représentent 40% du PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat), 40% des réserves de pétrole, 50% des réserves de gaz, 72% des terres rares. L'Arabie Saoudite n'a pas encore donné son accord final pour devenir membre (on suppose qu'elle attend de voir si un accord de partenariat stratégique équilibré avec les États-Unis peut être entériné), et le Belarusse, la Bolivie, Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, la Thaïlande, le Vietnam, l'Ouganda et l'Ouzbékistan sont des pays partenaires. L'Algérie et la Turquie ont manifesté leur volonté de devenir membres. La SCO Shanghai Cooperation Organization regroupe la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, et a pour partenaires l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Cambodge, l'Égypte, le Koweït, les Maldives, Myanmar, le Népal, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Sri Lanka, la Turquie, les Émirats Arabes Unis.

dans le commerce sud-sud, investissements transrégionaux dans les technologies avancées (hubs, data centers, IA, énergie verte).

La préemption américaine consiste donc à désarmer (et empêcher l'accès aux systèmes avancés), à endiguer la dédollarisation, mais aussi à contrecarrer les regroupements géopolitiques qui favorisent la multipolarité. Un des moyens d'éviter ces regroupements est de favoriser la division, en tous cas d'empêcher les rapprochements — Pékin-Moscou-Téhéran, voire Pékin-Moscou-Téhéran-Ankara (+ Riyad, + le Caire, + Doha, etc...). On comprend dans cette optique l'intérêt de Washington à bombarder l'Iran et à neutraliser ses alliés en Syrie, au Yémen et au Liban, avec ou sans l'aide d'Israël. Ce qui est plus difficile à comprendre est l'intérêt que Washington a à aider (armer, appuyer par des opérations militaires, financer, soutenir politiquement et ne pas empêcher) Israël dans son entreprise de génocide à Gaza. Il faut pour cela envisager qu'Israël est devenu un sous-système stratégique américain implanté dans la région, et que sa reproduction en tant que sous-système US implique sa radicalisation.

II – Israël, sous-système stratégique américain

Israël n'a pas toujours été un sous-système stratégique américain, il a progressivement évolué vers ce statut. C'est la « défaite » de 1973 qui l'a incité à se rapprocher de l'acteur qui lui offrait la protection, le renseignement et l'armement sophistiqué — le premier accord de coopération stratégique israélo-américain n'est signé qu'en 1981. Les échecs militaires successifs israéliens des années 1980 ont accéléré l'intégration israélienne au système stratégique américain. Le retrait précipité de Beyrouth en 1982 a démontré les limites d'une doctrine et d'une structure de forces fondées sur le choc de la puissance de feu et la manœuvrabilité en milieu urbain, face à des adversaires recourant à des moyens asymétriques de contournement et de déni d'accès. L'Intifada de 1987 a fait surgir le spectre de la guérilla permanente, la « guerre ingagnable », celle qui oppose une armée étatique à un peuple entièrement mobilisé pour la résistance génération après génération.

La doctrine stratégique israélienne est alors passée de la configuration qualifiée de « défense agressive » centrée sur le choc frontal des armées et la défense contre les incursions de *fedayin*, à une configuration dissuasive/préemptive à trois périmètres d'intervention— le combat aux frontières (la Syrie, le Liban), au-delà des frontières (Iran) et à l'intérieur des frontières (dans les territoires occupés). Cette stratégie se fonde sur la double dissuasion, nucléaire (Israël aurait entre 300 et 400 ogives) et conventionnelle — via l'*airpower* (supériorité dans l'interdiction aérienne, la précision et la rapidité dans l'élimination des cibles critiques), la maîtrise informationnelle (ISR et guerre cybernétique) et l'antimissile. Cette transformation, et cette montée en puissance, de la structure des forces israélienne est largement le fait de l'assistance techno-militaire américaine. Cette assistance s'élevait à 12,5 milliards \$ pour l'année fiscale 2024 3,8 milliards \$ pour l'année fiscale 2025. Près de 65,6% des armes livrées à Israël entre 2013 et 2023 provenaient des États-Unis (29,7% d'Allemagne, 4,7% d'Italie).¹² L'aide techno-militaire américaine à Israël (transferts d'armes et accès à l'appareil de R&D et production américain) depuis des décennies a pour but le maintien de « la supériorité militaire qualitative » d'Israël par rapport aux pays de la région.

¹² U.S. Foreign Aid to Israel: Overview and Developments since October 7, 2023, *Congressional Research Service*, 28 May 2025, pp.1 et 8.

Concernant la question palestinienne, le soutien des États-Unis à Israël a été autant militaire que politique via leur médiation au cours du long « processus de paix » (depuis 1993). Ce processus, selon la formule « land for peace », a progressivement été réduit à du « conflict management » sans issue pour les Palestiniens subissant les frappes régulières à Gaza et la colonisation et la répression croissantes en Cisjordanie. La dernière phase du processus proposée par Washington en 2020 a même été une solution envisagée sans les Palestiniens, avec les accords d'Abraham— accords bilatéraux entre Israël et le Maroc, les EAU, le Bahreïn et l'ancien gouvernement soudanais. Si Washington a soutenu la « solution à deux États », Israël a progressivement fait en sorte que cette solution devienne irréalisable, d'une part par la colonisation et de l'autre par le laminage des institutions palestiniennes. On ne peut que constater que les administrations américaines successives n'ont pas freiné la colonisation et la destruction de ce qui aurait pu être la base d'un État palestinien viable. Ils ont finalement soutenu Israël dans sa longue tentative de sortir vainqueur d'une guerre réputée ingagnable, celle à laquelle les autres puissances coloniales ont fini par renoncer ¹³. Cette tentative, qui aboutit aujourd'hui à l'option du génocide, s'est structurée autour de trois paramètres :

- 1) Militairement, de nouveaux systèmes d'armes et informationnels permettent désormais de compenser la réduction de profondeur stratégique par l'acquisition du « temps réel », l'alerte avancée, la défense antimissile, le renseignement, et par le recours à des méthodes asymétriques, y compris hors droit (assassinats ciblés, siège des territoires occupés, circulation entravée, recours aux gangs criminels palestiniens contre la résistance palestinienne, etc.) ;
- 2) Politiquement et idéologiquement, Israël ne considère pas son combat comme un conflit colonial mais un conflit entre le centre et sa périphérie arabe à affaiblir et maintenir sous contrôle — et pour une partie grandissante de ses dirigeants et citoyens comme un combat religieux ;
- 3) Sur le plan international, Israël a acquis une légitimité par défaut, que ce soit par la faiblesse des réactions du système international, ou par l'acquisition du statut dissuasif de sous-système stratégique américain (et européen)¹⁴.

Le contrôle social répressif des périphéries arabes s'entend de façon large : les Arabes Israéliens (20% de la population) et les Palestiniens des territoires ; et les zones frontières (en partie occupées ou contrôlées) au Liban et en Syrie. L'attaque « surprise » du 7 octobre 2023 par le Hamas a été jugée comme une manipulation israélienne par certains observateurs qui font valoir les capacités inégales en surveillance et renseignement d'Israël, et le fait que les Égyptiens ou tout simplement des soldats israéliens postés à la frontière ont alerté les autorités israéliennes¹⁵. Or ce type de supposition n'apporte

¹³ L'exception notable étant les cent ans (1780-1890) de « guerres indiennes » des États-Unis qui ont fini par soumettre les nations amérindiennes et les cantonner dans des réserves.

¹⁴ La position des Européens est aujourd'hui clairement établie : même en cas de génocide incontestable à Gaza l'Union Européenne refuse d'imposer des sanctions contre Israël, y compris en termes de restrictions des ventes d'armes. Le Royaume Uni, l'Allemagne et l'Italie ont continué à livrer des armes, et certains États, dont la France, ont criminalisé l'acte de critiquer l'État d'Israël, qualifiant l'antisionisme d'antisémitisme. Que certains « antisionistes » utilisent la cause palestinienne pour légitimer leur antisémitisme, c'est un fait, mais la grande majorité des critiques contre la politique coloniale et génocidaire israélienne ne relève pas de ce fait. Voir, notamment, François Meunier, « Interdire l'antisionisme n'arrêtera pas les antisémites », *La Croix*, 7 avril 2025, <https://www.la-croix.com/avif/interdire-l-antisionisme-narrete-pas-les-antisemites-20250407> ; et Dror Even-Sapir, « Réflexions sur la longévité de Benjamin Netanyahu », *DDV*, 2025,2/ N° 695, (accessible via CAIRN avec connexion)

¹⁵ «Egypt intelligence official says Israel ignored repeated warnings of 'something big'», *The Times of Israel*, 9 October 2023. <https://www.timesofisrael.com/egypt-intelligence-official-says-israel-ignored-repeated-warnings-of-something-big/> «Surveillance soldiers warned of Hamas activity on Gaza border for months before Oct. 7», *The Times of Israel*, 26 October 2023,

rien au débat, car même si l'opération du Hamas avait été contrée à la frontière, même si le nombre de morts et d'otages israéliens (près de 1200 morts dont 380 forces de sécurité et 250 otages) avait été dix fois moindre, le plan d'action israélien, ou plutôt américano-israélien, aurait été le même. Sans doute le choc du 7 octobre a permis de rallier en masse la population israélienne autour de ses dirigeants. Mais cette population était déjà en majorité en faveur de la manière forte si on considère qu'aujourd'hui, après des mois d'actes génocidaires à Gaza, elle soutient à 82% l'option de l'expulsion de tous les Palestiniens de Gaza et à 47% l'assassinat de tous les Palestiniens présents dans les zones de conflits (selon eux, en conformité aux écrits bibliques).¹⁶ Cette attaque a été le point de départ pour une vaste opération régionale visant à restaurer la valeur dissuasive du sous-système stratégique américain qu'est devenu Israël, et à créer une situation de rupture favorable aux intérêts américains.

III - Gaza, Liban, Syrie, Iran : restaurer la dissuasion conventionnelle d'Israël et l'accès des États-Unis

La guerre à Gaza (et en Cisjordanie) pour briser la résistance palestinienne, l'opération aéroterrestre au Liban pour neutraliser militairement le Hezbollah, les frappes en Syrie pour démilitariser le sud du pays et tenter de créer une zone d'influence kurdo-druze, les frappes contre l'Iran, ainsi que les frappes régulières contre les Houthis au Yémen, sont à considérer comme des mouvements d'une même stratégie américano-israélienne dissuasive, préemptive et désarmante. Elle vise à affaiblir les adversaires en détruisant des capacités techno-militaires et humaines, mais aussi en soulignant la faiblesse du régime iranien et de ses relais, et l'incapacité à intervenir des Russes et des Chinois. Or, le bilan de ces opérations n'est pas aussi positif (et dissuasif) que Washington et Israël le présentent.

La destruction de Gaza et de l'option de l'État palestinien

Israël a combattu le Hamas à Gaza en 2008, 2012, 2014, 2021, et a à chaque fois proclamé sa victoire, et à chaque fois le mouvement islamiste a renforcé sa position politique dans les territoires palestiniens. Aujourd'hui Israël affiche comme but de guerre la destruction du Hamas, mais on voit bien que ce qui est détruit c'est bien plus que le Hamas, c'est Gaza¹⁷, sa population, et la possibilité même de restaurer une gouvernance viable (Hamas ou autre¹⁸). Washington continue à affirmer qu'il ne veut pas qu'Israël

<https://www.timesofisrael.com/surveillance-soldiers-warned-of-hamas-activity-on-gaza-border-for-months-before-oct-7/>

¹⁶ Shay Hazkani, "Yes to Transfer: 82% of Jewish Israelis Back Expelling Gazans", *Haaretz*, 28 May 2025,

<https://www.haaretz.com/israel-news/2025-05-28/ty-article-magazine/.premium/yes-to-transfer-82-of-jewish-israelis-back-expellinggazans/00000197-12a4-df22-a9d7-9ef6af930000>

47 % pensent que quand l'armée israélienne conquiert une ville ennemie elle doit agir comme les Israélites l'ont fait à Jéricho en tuant tous ses habitants. 65% croient en l'existence d'une incarnation moderne d'Amalek, l'ennemi biblique israélite que Dieu a ordonné d'éradiquer dans Deutéronome 25 :19. Parmi ces croyants, 93 % ont déclaré qu'il faut détruire Amalek (aujourd'hui incarné par les Palestiniens).

¹⁷ Près de 70% des infrastructures de Gaza sont détruites (92% des habitations sont détruites ou endommagées, 83% des terres agricoles sont endommagées), le nombre de victimes civiles directes (fin juillet 2025) atteint plus de 60.000 morts selon l'autorité de santé de Gaza (plus de 100.000 selon des experts de l'Université de Londres), voir Anne Bernas, « Bande de Gaza: le nombre de morts dépasserait largement les chiffres officiels », *RFI*, 8 Juillet 2025, <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250708-bande-de-gaza-le-nombre-de-mortsd%C3%A9passerait-largement-les-chiffres-officiels> ; « Estimated infrastructure damage in Gaza as of June 2025 », *Statista*, July 21, 2025, <https://www.statista.com/statistics/1616491/gaza-war-infrastructure-damage-destruction/>

¹⁸ Le Hamas est le mouvement de résistance palestinien « du moment », dominant par défaut, selon les circonstances — l'affaiblissement des autres mouvements et idéologies, les dissensions de la résistance, la faiblesse de la gouvernance du Fatah, les financements étrangers (y compris ceux favorisés par Israël, voir notamment : "Qatar sent millions to Gaza for years – with Israel's backing", *CNN*, 12 December 2023, <https://edition.cnn.com/2023/12/11/middleeast/qatar-hamas-funds-israel-backing-intl/>.) Mais si le mouvement dominant avait été une faction de l'OLP, de gauche, laïc et autre, cela n'aurait rien changé à la situation, i.e. à la décision des Israéliens et des États-Unis de procéder

réoccupe Gaza, mais c'est hors-sujet, il ne s'agira pas d'une occupation mais d'un contrôle social permanent et violent. À l'image de la Cisjordanie occupée (actuellement et des projets en cours) Gaza sera structurellement transformé : on aura des territoires sectionnés par des systèmes de contrôle et surveillance, des zones d'occupation militaire, des routes et zones inaccessibles aux Palestiniens, des « autorités » palestiniennes qui seront des relais auprès des administrations israéliennes, et de plus en plus de colonies. L'option du génocide, en particulier par la famine, a pour but de stopper pour un temps le cycle de la reproduction de la résistance armée : au début du conflit (comme dans tout conflit de ce type) le flot de recrutement des combattants était incessant, plus Israël bombardait, combattants et civils, plus les proches des victimes de ces bombardements se portaient candidats pour aller combattre¹⁹. Avec la famine le contingent d'hommes assez en forme pour combattre est considérablement réduit. Washington affiche son plein soutien à cette tactique macabre par son implication dans le projet de réduction de l'aide humanitaire à un niveau très bas et distribuée par une organisation américaine (Gaza Humanitarian Foundation), qui recourt à une compagnie de sécurité privée dont les agents, comme les soldats israéliens, tirent sur les Palestiniens venant chercher de l'aide²⁰.

Si dans l'absolu les États-Unis ne sont pas opposés à la création d'un État palestinien, dans les faits ils sont prêts à sacrifier cette option au profit d'une équation géopolitique qui doit leur sembler correspondre à la préservation de leur intérêt sur le long terme : contribuer à établir un État israélien « fort » qui continuera à se reproduire comme un sous-système stratégique américain. Pour ce faire il est préférable que cet État israélien continue à se positionner comme un bastion assiégé, avec une population gagnée par la peur et dans sa majorité conquise par l'idéologie ultra-sécuritaire de l'extrême droite — Israël risque même d'être dépeuplé de ses citoyens les plus libéraux, notamment au vu de la vague d'émigration depuis octobre 2023.²¹ Il est primordial pour Washington que cet État ainsi radicalisé et en position de dépendance sécuritaire totale, ne remette pas en cause sa relation exclusive avec les États-Unis, et ne se rapproche pas de Moscou et Pékin.

En effet, la crainte de Washington face à la possibilité qu'à terme Israël se rapproche de la Russie et de la Chine, est fondée. Israël est en partie « russifié », si on considère qu'il abrite la troisième communauté russe à l'étranger la plus importante (1,5 millions, soit 15% de la population israélienne), du fait des trois vagues d'immigration, dans les années 1970 (l'Union soviétique souhaitant implanter une communauté russe pour influencer Israël), dans les années 1990 après la chute de l'URSS et plus

au génocide. L'appel au désarmement du Hamas a peu de sens aujourd'hui, puisqu'il est réduit à néant militairement. C'est un appel qui fait partie de l'atermoiement, comme l'est la menace de reconnaître l'État palestinien, ou encore le largage d'aide humanitaire : ils permettent à Israël et à Washington de gagner du temps, de jouer la carte du pourrissement de la situation pour qu'*in fine* leur plan soit accepté, à savoir, créer non pas un État palestinien mais des territoires-réserves sous contrôle israélien (avec sans doute la possibilité d'un contrôle israélo-américain dans une phase de transition).

¹⁹ Voir notamment, "How Hamas Recruited, Trained New Fighters During the War", *Asharq al-Awsat*, 22 January 2025, <https://english.aawsat.com/features/5103852-how-hamas-recruited-trained-new-fightersduring-war>

²⁰ "Video of US contractors cheering after firing at Gaza civilians ignites fury online", *Middle East Eye*, 3 July 2025, <https://www.middleeasteye.net/trending/fury-online-ap-reveals-us-contractors-fired-gaza-civilians-aid-sites> ; « Un ex-employé de la GHF dénonce des "crimes de guerre" », *20 Minutes*, 30 juillet, 2025, <https://www.20minutes.fr/monde/4165996-20250730-enfant-dit-merciapres-tue-ex-employe-ghf-denonce-crimes-guerre-gaza>

²¹ Les raisons de cet exode sont multiples : la crise économique, l'insécurité, la volonté de vivre dans un climat sociopolitique (et psychologique) apaisé. Voir, notamment, Ayesha Malik, "40% of Israelis are Considering leaving: Many of whom are Secularists", *s2jnews*, 2 April 2025, <https://s2jnews.com/40-of-israelis-are-considering-leaving-many-of-whom-are-secularists/> ; "Jaw-dropping amount of Israelis thinking of leaving in wake of war", *Israel Hayom*, 20 July 2025, <https://www.israelhayom.com/2025/07/20/jaw-droppingamount-of-israelis-thinking-of-leaving-in-wake-of-war/>

récemment au moment du déclenchement de la guerre russo-ukrainienne.²² La Russie se présente souvent comme un acteur moyen-oriental, au vu des communautés russes historiquement implantées, et le cas israélien le confirme. Cependant, cela n'empêche pas la Russie de livrer des armes sophistiquées défensives et offensives à l'Iran (système antimissile S300, avion de combat SU-35, hélicoptères d'attaque Mi-28), d'importer de l'armement iranien (notamment des drones) et de conclure un partenariat stratégique sur 20 ans (entériné début 2025). De la même façon Moscou condamne le génocide à Gaza et les actions déstabilisatrices d'Israël au Liban et en Syrie. La Russie table sur le fait qu'à terme Israël s'éloignera de son rôle de « satellite » américain. Depuis mai 1948, date de l'établissement des relations diplomatiques, les Russes souhaitent ce rapprochement — selon la formule « la sécurité nationale d'Israël passe par Moscou » qui signifie que la Russie qui entretient de bonnes relations avec les adversaires d'Israël peut temporiser ou jouer le médiateur. Israël ne semble pas vouloir mettre un terme à sa bonne relation avec Moscou, ainsi il a refusé de voter les sanctions contre la Russie dans le contexte des conflits en Ukraine (2014 et 2022-aujourd'hui) et de transférer de l'armement et des conseillers à Kiev.

L'entrisme de la Chine en Israël est essentiellement techno-économique, au point où les investissements chinois rattrapent ceux des États-Unis — passant de 20 millions \$ annuels en 2002 à 200 millions \$ en 2020 — et où la Chine est le deuxième partenaire commercial.²³ Les nombreuses compagnies chinoises en Israël se concentrent dans les domaines des communications, de l'intelligence artificielle, des biotechnologies, des infrastructures portuaires. Israël est, depuis 2014, membre de l'Asian Infrastructure Investment Bank, la banque d'investissement du projet chinois Belt & Road (développement de voies transcontinentales rail-route-ports). Depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1992, les liens se sont progressivement resserrés, la Chine souhaitant bénéficier d'un pôle majeur d'investissements internationaux dans les domaines high-tech, et les Israéliens souhaitant devenir à terme un hub techno-financier entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Cependant, comme la Russie, la Chine entretient une relation stratégique avec l'Iran (accord de partenariat stratégique sur 25 ans signé en 2021), et condamne la guerre à Gaza, et la déstabilisation au Liban et en Syrie.

Les conflits au Liban et en Syrie dans la stratégie américaine au « Grand Levant ».

Les États-Unis considèrent l'espace « Grand Levant »²⁴ comme une zone pivot à contrôler, entre le l'Asie-le Golfe, la Méditerranée Orientale-l'Europe et l'Afrique. Leur influence en Israël et en Jordanie (deux « alliés non-OTAN ») est incontestée, elle l'est un peu moins en Égypte (qui a reçu 1,3 milliards \$ d'aide militaire pour 2025, que l'administration Trump a menacé de couper si le Caire continuait à refuser l'option de la déportation des Gazaouis sur son sol). La relation avec la Turquie (membre de l'OTAN) est bonne mais complexe, parfois antagoniste concernant le Moyen-Orient, en particulier autour de la question kurde. Ils ont une emprise sécuritaire et financière sur l'Irak ; et ils ont de bonnes relations

²² La communauté russe en Israël est socialement influente à plusieurs égards : issue de l'élite scientifique russe, cette communauté a largement contribué à faire d'Israël une « start-up nation », elle a également constitué une sorte de tampon entre des classes sociales israéliennes en opposition — les upper classes Ashkénazes contre le reste de la population, les libéraux contre les ultrareligieux (ces derniers ne veulent d'ailleurs pas reconnaître comme juifs une grande partie des enfants de ces immigrés russes).

²³ “China-Israel Bilateral Trade and Investment Outlook”, *China Briefing*, 11 October 2023, <https://www.china-briefing.com/news/chinaisrael-investments-trade-outlook-belt-and-road-initiative>

²⁴ Pour les administrations américaines successives, le « Grand Levant » inclut l'Égypte, Israël, le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, la Turquie.

avec le gouvernement libanais (le Liban a reçu 3 milliards \$ d'aide militaire depuis 2006, et 3,5 milliards \$ d'aide humanitaire entre 2019 et 2025)²⁵. Ils sont présents militairement en Syrie depuis 2012 et depuis la chute de Bachar al-Assad ils se sont rapprochés du nouveau gouvernement — levée de toutes les sanctions fin juin 2025, celles en vigueur depuis 1979 et celles instaurées en 2019. Le Levant est un carrefour stratégique et une zone de développement des hydrocarbures, avec des ressources à terre dont l'exploitation reste à rénover, notamment en Syrie²⁶, et des nouvelles ressources off-shore. Les réserves gazières en Méditerranée orientale atteindraient près de 3600 milliards m³, avec, des mégachamps au large de l'Égypte de Chypre et d'Israël ; deux blocs dont un (bloc 9) disputé entre Israël et le Liban ; un bloc syrien inexploité et un champ au large de Gaza.²⁷

Pour Washington il s'agit : d'influencer la nouvelle donne énergétique dans la zone (exploration, production, voies de transits, notamment pour éviter la dépendance européenne vis-à-vis de la Russie) ; de renforcer la sécurisation du flanc sud de l'OTAN ; et de temporiser les conflits dans la délimitation des frontières maritimes entre alliés (Turquie/Grèce-Chypre, Israël/Liban). Il s'agit également de pousser l'option de l'intégration énergétique, et à terme économique, d'Israël dans la région (voies énergétiques, couloirs de codéveloppement, hub régional, etc.). Là aussi on peut se demander pourquoi une telle visée d'intégration régionale d'Israël commence par une entreprise de destruction. Depuis des décennies les administrations américaines justifient la destruction, leurs guerres et celles qu'ils soutiennent, par la nécessité de produire de nouvelles situations sociopolitiques favorables à leurs intérêts. C'est en quelque sorte de la destruction créatrice, comme l'avait exprimé l'ancienne Secrétaire d'État Condoleezza Rice quand elle expliquait que les États-Unis ne voulaient pas interrompre la guerre Israël-Liban (2006) car elle permettait de mettre fin au statu quo : « I have no interest in diplomacy for the sake of returning Lebanon and Israel to the status quo ante. [...] What we're seeing here, in a sense, is the growing — the birth pangs of a new Middle East and whatever we do we have to be certain that we're pushing forward to the new Middle East not going back to the old one »²⁸.

Les intérêts israéliens et américains divergent quelque peu au Liban et en Syrie. Israël souhaite ne pas laisser l'Iran et le Hezbollah se réimplanter ; empêcher les transferts d'armes Iran-Irak-Syrie-Liban ; démilitariser la zone frontalière libano-israélienne (jusqu'au Litani) ; et consolider son contrôle sécuritaire dans le Golan occupé et la zone tampon (précédemment contrôlée par les forces de l'ONU), voire une zone démilitarisée dans l'ensemble du sud syrien — en somme, optimiser son contrôle sur ses « périphéries » arabes, élargir la colonisation et aussi contrôler des sources hydriques critiques (Mont Hemron). Pour les États-Unis, militairement présents en Syrie depuis 2012 (plusieurs bases dans la zone kurde au nord-est, et une base dans le centre-est avec le soutien de milices tribales arabes, à al Tanf), il s'agit d'évincer les Iraniens mais aussi de contrarier les plans russes d'implantation en Méditerranée orientale, qui leur assure un accès continu de la Mer noire à l'ensemble de la Méditerranée et est un tremplin vers l'Afrique.

²⁵ *Lebanon*, Congressional Research Service, 16 January 2025.

²⁶ Dès fin juin 2025, des investisseurs américains se sont manifestés : Baker Hughes, Hunt Energy et Argon LNG ont présenté un plan commun de développement du secteur de l'énergie syrien, commençant le projet à l'ouest de l'Euphrate dans des zones contrôlées par les forces gouvernementales syriennes, voir, "US firms working on masterplan to rebuild energy infrastructure in Syria", *The Arab Weekly*, 19 July 2025, <https://theArabweekly.com/us-firms-working-masterplan-rebuild-energy-infrastructure-syria>

²⁷ John V. Bowlus, *Eastern Mediterranean gas: Testing the field*, European Council on Foreign Relations, may 2020, https://ecfr.eu/special/eastern_med/gas_fields

²⁸ Citée in, Fred Kaplan, "There Are Worse Things Than the Status Quo", *Slate*, July 24, 2006, <https://slate.com/news-andpolitics/2006/07/condi-s-witless-optimism-about-the-middle-east.html>

L'opération israélienne aéroterrestre d'octobre 2024 contre le Hezbollah au Liban a été directement soutenue par les États-Unis, en termes de livraison d'armes, de déploiement des forces navales, et de moyens anti-aérien et antimissile dans la zone. Le Hezbollah a été décapité au niveau de son commandement mais il n'est ni totalement désarmé ni politiquement neutralisé au Liban. Washington a essayé pendant des décennies de l'affaiblir via les sanctions économiques, l'inscrivant, depuis 1997, sur sa liste des organisations terroristes, tout en reconnaissant son statut de « major political actor »²⁹. Aujourd'hui Washington fait pression sur le gouvernement de Joseph Aoun pour qu'il procède au désarmement du Hezbollah, mais le risque de guerre civile qui pourrait découler d'un désarmement par la force rend l'option irréaliste. Naïm Qassem, le secrétaire général du Hezbollah, a déclaré début juillet 2025, que seule la mise en œuvre des accords de Taïf demeurerait l'option viable³⁰. Ces accords signés en 1989 prévoyaient le désarmement de toutes les factions libanaises à l'exception du Hezbollah qui est la seule faction à n'avoir pas pris part à la guerre civile, et s'est consacré à la défense du Liban contre les opérations aéroterrestres israéliennes (1982, 2000, 2006). Depuis 2000-2006 le Hezbollah était considéré par une partie des Libanais comme un élément de la défense territoriale. Son engagement en Syrie (à partir de 2012) a pu également être considéré comme un rempart à l'infiltration djihadiste au Liban. Mais sa subordination à Téhéran a créé la réticence, voire l'opposition, de nombreux Libanais, y compris parmi les chiïtes (ceux opposés au khomeinisme). Désormais l'avenir du mouvement Hezbollah est incertain, pas dans le sens où il est menacé de disparaître, mais où ses nouvelles orientations demeurent encore imprécises — recentrage sur le projet libanais au détriment des engagements régionaux pro-iraniens ; recomposition des alliances politiques ; désarmement partiel et repli tactique ? Rappelons que le projet d'origine du Hezbollah n'était pas de devenir un « proxy » de l'Iran. Il s'agissait certes de donner une position sociale consolidée aux chiïtes, mais aussi de refonder le projet sociopolitique libanais, en créant une nouvelle subjectivité libanaise qui éloignerait définitivement le spectre de la guerre civile — la résistance à Israël devenait ainsi un point d'ancrage.³¹

La situation en Syrie peut être qualifiée de chaos en devenir, avec quelques signes indiquant que les puissances régionales et globales peuvent se mettre d'accord pour une solution de pacification a minima — levée des sanctions, reprise des échanges commerciaux et investissements, aide humanitaire, rejet de l'option de la partition et préservation de la souveraineté territoriale de la Syrie dans ses frontières actuelles. La possibilité du chaos sécuritaire se dessine dans l'immédiat pour plusieurs raisons : la faction qui a de facto pris le pouvoir Hayat Tahrir al-Sham (HTS) ne contrôle pas la totalité du territoire ; le conflit qui oppose l'armée turque et ses relais syriens (Syrian National Army SNA) aux SDF (Syrian Democratic Forces) dominées par les Kurdes se poursuit³² ; des affrontements

²⁹ *Lebanon*, Congressional Research Service, 16 January 2025. Notons que les sanctions américaines n'ont jamais pu atteindre l'ensemble des activités économiques et logistiques étendues (informelles et formelles) du Hezbollah. Dans l'après conflit d'octobre 2024, des agents américains ont aidé l'État libanais à reprendre le contrôle de l'aéroport et du port de Beyrouth (il est probable que le Hezbollah a accepté de renoncer à ce contrôle pour éviter le bombardement de ces infrastructures par Israël). Voir notamment « Le port et l'aéroport de Beyrouth enfin "distanciés" du Hezbollah ? », *L'Orient le Jour*, 14 octobre 2024. https://www.lorientlejour.com/article/1430953/leport-et-laeroport-de-beyrouth-enfin-distancies-du-hezbollah-.html?gl=1*c4y8yq*_gcl_au*Njk3NzgxNTY0LjE3NTMwODYyMDE.

³⁰ « Le Liban n'existera pas sans nous ». Cheikh Qassem fait le point sur tous les dossiers épineux, libanais, syrien, iranien », *Al-ManarTV*, 8 juillet 2025, <https://french.almanartv.com.lb/3335598>

³¹ Les ressources en armes du Hezbollah étaient considérables, amassées depuis 2006, récupérées de l'armée syrienne en déroute après 2011, et approvisionnées constamment par le flux iranien via la Syrie — on parle de centaines de milliers de drones, roquettes, missiles, stockés dans des tunnels-forteresse au sud et à l'est du pays. Le Hezbollah avait une armée d'environ 100.000 hommes. Aujourd'hui il est difficile de faire un bilan de ce qui reste des moyens militaires, et d'évaluer les effets de la perte de la quasi-totalité de la direction politico-militaire du Hezbollah.

³² En février 2025 Ankara a signé avec Ocälân le chef du PKK, en prison en Turquie, un accord selon les termes d'une plus grande participation politique et culturelle des Kurdes contre le renoncement au séparatisme et le désarmement du PKK et de ses alliés syriens du YPG (éléments

entre HTS et divers groupes de combattants (assadistes, alaouites, islamistes/djihadistes y compris sous-groupes dissidents de HTS, clans mafieux) persistent dans les territoires sous contrôle de HTS ; les éléments de la police nommés par HTS dans les provinces sont ciblés par les clans locaux qui ont été armés par Bachar al-Assad (même si ils n'étaient pas pro-régime) et qui actuellement ne sont pas désarmés.³³

La chute du régime d'Assad, début décembre 2024, a créé de facto un gain stratégique pour Israël, a renforcé la position de la Turquie dans la région, et a fait reculer les intérêts de la Russie et de l'Iran. Or s'il est incontestable qu'Israël et la Turquie gagnent en profondeur stratégique, les Russes et les Iraniens n'ont pas été totalement éclipsés.

- Israël qui a mené une campagne aérienne massive pour détruire les arsenaux syriens en décembre 2024 et depuis opère des frappes ciblées, vise à s'assurer une période conséquente pendant laquelle son occupation du Golan et de la zone tampon, ainsi qu'une vaste zone démilitarisée dans le sud syrien (les provinces de Quneitra, Deraa et Souweida)³⁴, ne seront pas remises en cause. Les Israéliens semblent, une fois encore, penser réussir là où les puissances coloniales ont échoué par le passé. Ainsi ils tentent de reproduire, sous une forme plus indirecte, le projet que la France, durant son mandat au Levant, avait alors mené en créant un État indépendant druze à Souweida (en quasi-totalité druze, à 90% aujourd'hui) entre 1922 et 1936, la partition du territoire syrien apparaissant alors comme un frein à la revendication nationale syrienne. Quand le régime de Bachar al Assad était en bout de course fin 2024, les Israéliens avec l'entremise des Émirats Arabes Unis et de la Jordanie ont proposé un plan : Al Assad aurait reçu des financements conséquents et une assurance de préserver Damas et Homs, alors qu'un rapprochement entre les Kurdes et les Druzes syriens aurait favoriser l'éviction des Iraniens.³⁵ Cette option de l'alliance entre Israël, les Druzes et les Kurdes a sans aucun doute pesé dans la décision d'Ankara d'inciter HTS à lancer l'offensive à partir d'Idlib en décembre 2024. Erdogan avait, en octobre 2024, fustigé les « ambitions expansionnistes » d'Israël qui pouvaient inclure des parties de l'Anatolie.³⁶ Le projet druzo-kurde ne semble pas abandonné si on prend en compte les faits suivants : Israël a été jusqu'à bombarder le ministère de la Défense syrien à Damas (le 15 juillet 2025) pour dissuader le nouveau régime de reprendre le contrôle de la province de Souweida ; le renseignement israélien soutient un regroupement de milices druzes, le Sweida Military Council en faveur d'une autonomie druze (il serait conseillé par les SDF); les SDF ont envoyé de l'aide humanitaire aux Druzes et appelé les

kurdes des SDF). Le désarmement devait commencer le 11 juillet 2025, or le YPG n'a pas démontré sa volonté d'opérer le moindre désarmement, donc la Turquie va continuer sa campagne aéroterrestre en Syrie et aussi en Irak.

³³ L'offensive rebelle en Syrie a été préparée pendant des mois par HTS au Nord-ouest, armé et encadré par la Turquie. HTS s'est ensuite coordonné en novembre-décembre 2024 avec les groupes rebelles du sud et centre. Il faut rappeler que ces rebelles étaient soit alliés aux États-Unis, autour de la base d'al-Tanf, soit étaient des groupes ralliés de circonstances à l'armée de Bachar al Assad. Sans faire vraiment allégeance au régime, ils utilisaient leur armement et positions pour sécuriser leurs activités formelles et informelles (contrebande, trafic d'êtres humains, trafic de drogue en particulier dans la province de Souweida qui est une plaque tournante). La faiblesse de l'autorité centrale étatique dans ces zones a favorisé la montée en puissance des milices tribales.

³⁴ Netanyahu a déclaré en février 2025 "We demand the complete demilitarization of southern Syria in the provinces of Quneitra, Deraa and Suweida from the forces of the new regime. Likewise, we will not tolerate any threat to the Druze community in southern Syria.", cité in Sebastian Usher, "Israel demands complete demilitarization of Southern Syria", *BBC*, 25 February 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cvgenz02lp8o>

³⁵ David Hearst, "Revealed: How Israel's plan to carve up Syria was thwarted by Assad's downfall", *Middle East Eye*, 20 December 2024, <https://www.middleeasteye.net/news/revealed-how-assads-downfall-thwarted-israels-plan-carve-syria>

³⁶ Erdogan a déclaré : « Israel's expansionist agenda, driven by religious fanaticism, does not stop at Gaza. Their next target may well be our homeland.» in, "Israeli gov't committee warns of potential war with Turkey after Assad's fall", *Turkish Minute*, 8 January 2025, <https://turkishminute.com/2025/01/08/israeli-govt-committee-warns-of-potential-war-with-turkey-after-assads-fall3/>

populations kurdes à manifester en soutien aux Druzes lors des affrontements avec les clans sunnites.³⁷ La position de Washington sur le sujet demeure ambiguë : d'un côté l'administration Trump soutient le gouvernement d'Al Sharaa, de l'autre une zone autonome (sous influence israélo-américaine) druze serait conforme à la stratégie américaine sur le terrain — création à la frontière syro-irakienne d'un barrage anti-incursions d'éléments pro-iraniens, via les Kurdes au nord-est, des groupes tribaux arabes autour de la base d'al Tanf au centre-est, et les druzes au sud-est. Il s'agit également pour Washington de pacifier et contrôler une zone de transit Jordanie-Syrie-Israël, voire Irak-Jordanie-Syrie-Israël (avec possibilité de routes énergétiques et commerciales). Washington, par la voix de son envoyé spécial en Syrie, Thomas Barrack, s'est dit favorable à l'option de la mise en place d'une fédération en Syrie.³⁸

- La visée première d'Ankara en Syrie est le désarmement du PKK/YPG et la fin du projet d'autonomie kurde. Les Turcs poursuivent leur offensive militaire contre les Kurdes, avec le soutien de leurs relais (SNA) au nord de la Syrie, et en appui aux troupes du nouveau gouvernement à Deir Ezzor. Plus largement Ankara souhaite retrouver une position centrale dans l'ensemble de la zone MENAT (Middle East, North Africa, Türkiye) et maximiser les effets de la normalisation régionale (rapprochement Iran-Arabie saoudite, fin du conflit intra-golfige, dégel des relations Ankara-pays arabes, et gel des « printemps » arabes) pour participer au codéveloppement régional. Ankara s'oppose fermement au projet israélien de démantèlement de la Syrie, en particulier à la création d'une zone druze alliée au Kurdistan syrien. En conséquence le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, menace d'une intervention armée turque en Syrie pour contrer « les plans dangereux d'Israël ».³⁹
- L'Iran a tout autant que la Russie lâché Bachar al-Assad en décembre 2024 – le bilan de la crise vue des deux côtés était éclairante : les Iraniens ont reproché aux Russes de n'avoir pas ciblé les rebelles mais d'avoir largué leurs bombes dans des localités semi-désertiques ; les Russes ont reproché aux Iraniens (et au Hezbollah) d'avoir déserté tous les checkpoints-verrous au sol. La situation en Syrie n'était plus tenable : al Assad ne voulait pas négocier avec l'opposition alors qu'il contrôlait à peine 35% du territoire syrien ; les Israéliens et Américains maintenaient la pression par des frappes récurrentes contre les cibles iraniennes en Syrie et des sévères sanctions économiques. Cependant la Syrie, en tant qu'accès à la Méditerranée orientale, demeure un enjeu pour Téhéran. Les Iraniens ont laissé sur le terrain syrien des réseaux (y compris parmi les groupes rebelles syriens ayant contribué à renverser al Assad). Il est dans leur intérêt aujourd'hui d'opérer un retrait tactique de la zone (Syrie-Liban), mais il s'agirait également de recomposer leur stratégie hybride en se reposant moins sur les milices « proxies »⁴⁰ et en composant avec Ankara et les pays du Golfe.

³⁷ "Suweida Military Council - what does it want and who is behind it?", *the New Arab*, 22 February 2025 <https://www.newarab.com/news/what-suweida-military-council-and-why-did-it-appear-now> ; "Syria's Druze seek access to Rojava as Kurds send humanitarian aid", *Rudaw*, 17 July 2025 <https://www.rudaw.net/english/middleeast/syria/170720252>

³⁸ "Attacks on Syria's minorities fuel US-Turkish fears of fragmentation, collision with Israel", *The Arab Weekly*, 23 July 2025, <https://theArabweekly.com/attacks-syrias-minorities-fuel-us-turkish-fears-fragmentation-collision-israel>

³⁹ "He said Türkiye is working with various parties in Syria to stabilize the country and counter what he called "Israel's dangerous plans," warning that any attempt by groups to sow division and destabilization through violence would be seen as a direct threat to Turkish national security. "We will intervene," Fidan added, stressing that Türkiye would not tolerate any attempt to fragment Syria's territorial integrity. », in, "Türkiye's Fidan: Israel aims to destabilize Syria", *Shafaq News*, 22 July 2025, <https://www.shafaq.com/en/MiddleEast/Turkiye-s-Fidan-Israel-aims-to-destabilize-Syria>

⁴⁰ Le terme de proxy est ambigu, il peut donner l'impression qu'on a affaire à des acteurs totalement inféodés aux visées iraniennes, or ce n'est pas le cas. Justement Téhéran préfère composer avec des acteurs qui ont aussi leur propre agenda et sont même institutionnalisés dans leurs

- Les Russes conservent des atouts en Syrie : leurs bases — Tartous base navale stratégique pouvant accueillir des sous-marins nucléaires, centre-relais de maintenance pour l'ensemble de la flotte russe transitant en mer Noire-Méditerranée, et Khmeimim, base aérienne de projection dans la région et en Afrique ; le fait d'avoir lâché Assad leur fait gagner des points aux yeux des nouveaux dirigeants syriens ; ils peuvent être des médiateurs dans les conflits impliquant les minorités alaouites et chrétiennes, et ont aussi de bonnes relations avec les Kurdes. Moscou demeure un interlocuteur des Turcs et des pays arabes concernant la Syrie.

La « guerre des 12 jours » : entre fenêtre d'opportunité et retrait tactique

Entre octobre 2023 et juin 2025 l'Iran a subi une série d'attaques qui ont sérieusement remis en cause la solidité de ses systèmes de contre-renseignement et de défense anti-aérienne. En 2023-2024 des généraux iraniens ont été ciblés en Syrie et au Liban, le chef politique du Hamas Ismaël Haniyé a été assassiné à Téhéran (dans les locaux même des Pasdarans) ; l'« opération bipeurs »⁴¹ a décimé une partie du commandement intermédiaire du Hezbollah ; Hassan Nasrallah et des hauts dirigeants du Hezbollah ont été éliminés à Beyrouth en septembre 2024. En revanche la guerre des missiles en avril puis octobre 2024⁴², et surtout la « guerre des 12 jours »⁴³ de juin 2025, ont été l'occasion pour l'Iran de démontrer une capacité de riposte rapide, de maîtrise de l'escalade et de frappes ciblées dissuasives — contre des sites militaires, des sites énergétiques, des aéroports et sur des zones résidentielles, impactant le moral de la population israélienne.

Cette série d'attaques contre l'Iran concentrée sur une courte période, moins de 18 mois, tend à démontrer que les États-Unis et Israël ont voulu exploiter une « fenêtre d'opportunité ». Le premier aspect de la fenêtre d'opportunité était la nécessité d'agir avant que les Iraniens aient pu opérer un saut qualitatif dans leur système de contre-renseignement. En effet, depuis quelques années (durant le mandat d'Ebrahim Raïssi) les Iraniens ont reformaté leur système, par plus de fusion du

États respectifs et administrations locales, ce qui garantit leur longévité. Ainsi ces « proxies » peuvent montrer parfois des désaccords, ne pas se précipiter pour défendre l'Iran et ses intérêts régionaux et avoir un agenda parallèle et autonome. Par ailleurs, le réseau des « proxies » a été mis en place non pas pour propager la révolution islamique (pas vraiment non plus pour défendre le chiïsme) mais pour : 1) s'implanter dans l'espace Levant-Méditerranée orientale-Mer rouge et exercer un rapport de force et équilibre face aux États-Unis principalement, mais aussi la Russie et la Turquie ; 2) contourner les sanctions, via des relais dans l'économie formelle avec la création de sociétés-écrans, et informels via les trafics (pétrole, armes, or, et autres).

⁴¹ Les 17 et 18 septembre 2024, des milliers de bipeurs et des centaines de talkies-walkies détenus par des membres du Hezbollah ont explosé quasi-simultanément au Liban et en Syrie, faisant près de 5000 tués et blessés (y compris des civils). Cinq mois auparavant, le Hezbollah avait acheté le matériel auprès d'une société écran en réalité contrôlée par le Mossad qui a fabriqué et intégré l'explosif dans les appareils.

⁴² Le 1er avril 2024, Israël a bombardé le consulat iranien à Damas, éliminant plusieurs hauts responsables iraniens. En réponse, l'Iran a opéré des frappes de drones et missiles en Israël le 13 avril (conjointement les Houthis ont également lancé des missiles), en partie interceptés par les Américains, les Jordaniens et les Britanniques. Israël a rétorqué par des frappes en Iran et en Syrie le 19 avril contre des sites militaires. En réponse à l'assassinat de Haniyé à Téhéran et du commandant militaire du Hezbollah Fouad Shukur le 31 juillet 2024, l'Iran a lancé 200 missiles balistiques sur Israël le 1er octobre. Le 26 octobre Israël a rétorqué par des frappes en Iran.

⁴³ Le 13 juin 2025, deux jours avant la date prévue pour une rencontre américano-iranienne à Oman pour la négociation sur le nucléaire, Israël a lancé une attaque surprise visant de hauts responsables militaires et politiques, des scientifiques nucléaristes, ainsi que des installations militaires et nucléaires iraniennes. Le Mossad aurait même établi une base de drones sur le sol iranien. L'Iran a riposté en lançant des missiles sur des sites militaires, des aéroports et des quartiers résidentiels en Israël. Les États-Unis ont cette fois-ci pris part directement à l'offensive le 22 juin 2025, en frappant trois sites nucléaires iraniens (Natanz, Fordow, Ispahan). Le 24 juin, Israël et l'Iran ont accepté un cessez-le-feu proposé par les États-Unis. Le bilan humain annoncé par les autorités est : 28 morts (civils) et 3238 blessés côté israélien ; 1062 (dont 276 civils) morts et 4475 blessés côté iranien. Voir, <https://www.timesofisrael.com/the-israel-iran-war-by-the-numbers-after-12-days-of-fighting/#:~:text=Iran%E2%80%99s%20ballistic%20missile%20attacks%20on%20Israel%20during%20the,them%20civilians%20%E2%80%94%20and%20wounded%20over%203%2C000%20people.> ; <https://www.iranintl.com/en/202507221507>

renseignement entre les services (notamment en désenclavant le renseignement des Pasdarans), ont multiplié par dix le budget du renseignement. Ils étaient donc proches d'obtenir les capacités pour mettre à mal le système d'espionnage mis en place depuis des décennies par les Américains, et les Israéliens.⁴⁴ L'assassinat du scientifique Mohsen Fakhrizadeh, nommé le « père du programme nucléaire iranien », en 2020, a été un facteur déterminant dans la montée en puissance du contre-renseignement iranien. L'effort de contre-renseignement a consisté notamment à « ratisser large », dans tous les milieux — dissidents, séparatistes, ONG, journalistes, militants de tous bords, mafias, mais aussi services de sécurité, autant de domaines pouvant abriter des agents au service de l'étranger. En trois ans on a assisté à des records d'arrestations, procès et exécutions — l'idée que la dissidence et la révolte de masse favorisent et sont favorisées par les activités de services étrangers en Iran prédomine aujourd'hui. Le deuxième aspect de la fenêtre d'opportunité que les Américains et Israéliens ont exploitée, est le fait que les Iraniens étaient sur le point de produire et/ou d'acquérir des systèmes antiaérien et antimissile sophistiqués.⁴⁵

Pour lors, le bilan de la « guerre des 12 jours » reste difficile à établir, les parties faisant état d'informations contradictoires, en particulier concernant les éléments ciblés de part et d'autre, le nombre de missiles et de drones utilisés, les effets des opérations de cyberguerre. Mais si on s'en tient aux informations convergentes dans la presse internationale, on peut dire :

- 1) les frappes israélo-américaines ont considérablement affaibli la défense antiaérienne et antimissile iranienne ; le haut commandement militaire iranien a été impacté avec 8 généraux éliminés ; le nombre de missiles balistiques iraniens a été réduit (200 lanceurs sur 400 auraient été détruits selon les Israéliens, il pourrait rester entre 2000 et 2500 missiles)⁴⁶ ; une très grande majorité des missiles iraniens lancés (le chiffre communément avancé est 87%) a été interceptée par les systèmes antimissile israélien et américain (à terre et en mer rouge).
- 2) l'Iran a surpris par : ses capacités de ciblage, de saturation du système antimissile israélien — en envoyant des vagues de missiles peu sophistiqués et de drones, en utilisant des missiles de rentrée ultra-manœuvrables, des missiles hypersoniques, des ogives leurres, et le brouillage électronique ; sa capacité à remplacer les hauts commandants éliminés — depuis la guerre Iran-Irak, l'option de la chaîne de commandement de remplacement est intégrée dans la planification de contingence ; la restauration rapide de son système de C4 (commandement et contrôle, communications, cyber). Par ailleurs, les infrastructures d'enrichissement nucléaire profondément enfouies à Fordow, auraient été peu impactées par les frappes américaines — et l'uranium hautement enrichi (400 kg) aurait été évacué avant les frappes américaines. Selon des universitaires américains, qui ont analysé l'imagerie satellitaire radar, les Iraniens ont frappé, et partiellement détruit, 5 sites militaires au nord, au sud et au centre d'Israël (dont une base aérienne, un centre de collecte de renseignement et une base logistique).⁴⁷

⁴⁴ "Senior Iranian Officials Discussed Common Strategy To Counter Alleged Plots By 'Enemies'", *Radio Free Europe*, 23 June 2023, <https://www.rferl.org/a/iran-protests-officials-common-strategy-enemies-plots/32472873.html>

⁴⁵ Les Iraniens ont refusé d'acquérir le système antimissile S-400 Triumph parce qu'ils préféreraient alors développer leur propre système Bavar-373, et aujourd'hui on peut penser qu'ils souhaiteraient plutôt acquérir la version S-500 Prometheus capable d'arrêter tous types de missiles, y compris hypervéloces. Voir, notamment, "Iranian Defence Chief Explains Why His Country Doesn't Need Russian S-400 Missile Systems", *Military Watch Magazine*, 7 March 2023, <https://militarywatchmagazine.com/article/iran-mod-why-no-need-s400s>

⁴⁶ "Iran struck five Israeli military bases during 12-day war", *The Telegraph*, 5 July 2025, <https://www.telegraph.co.uk/worldnews/2025/07/05/iran-struck-five-israeli-military-bases-12-day-war/?msocid=21fb469511036ac418d650a41f06b1f>

⁴⁷ *idem*

Globalement, en termes de rapport de force militaire, on peut établir que : Israël avec l'aide des États-Unis possède aujourd'hui les moyens de pénétration de l'espace aérien et du système de défense iranien et que sa « dissuasion conventionnelle » est en partie rétablie, en partie seulement car par ses attaques il n'a pas pu empêcher l'Iran de répliquer ; l'Iran a vu une partie de ses capacités détruites mais a montré que même avec seulement 10% à 15% de ses missiles non interceptés par le système israélo-américain, il peut infliger de grandes pertes, et donc sa « dissuasion conventionnelle » est également en partie avérée. Les deux États confirment leur doctrine, Israël à travers la supériorité de son *airpower* et l'Iran de sa capacité de combinaison guerre conventionnelle-guerre hybride. Il est probable qu'on assistera à un réarmement des deux côtés avec la volonté de combler les lacunes concernant la défense territoriale élargie (*multi-layered defense*), la fortification des sites critiques, et le renseignement.

En termes géopolitiques, le rapport de force est plus ambigu. Israël a démontré son importance dans la chaîne de valeur stratégique des États-Unis, mais cela a des contre-effets : Israël apparaît comme dépendant et fragilisé par la saturation sécuritaire du champ socio-politique (impact sur sa cohésion sociale, sa démocratie, son identité, sa vision du monde, etc.) ; la perspective de sa normalisation régionale s'éloigne ; les pertes économiques sont énormes ; le recours au génocide des Palestiniens apparaît comme une décision israélienne alors que la responsabilité des États-Unis est écrasante. L'Iran, qui depuis les années 1980 a développé les moyens de sa puissance de façon indépendante (par choix stratégique et par les effets des sanctions), a montré sa résilience mais également de sérieuses failles dans son système de défense ; remédier à ces failles va conduire à un renforcement de la militarisation et de l'autoritarisme du régime, notamment avec une monopolisation extrême de la décision politique et stratégique par un cercle de décideurs autour du Guide suprême.

Pour conclure

On peut se demander si cette série d'opérations militaires américano-israéliennes, y compris le génocide à Gaza, va aboutir à un Nouveau Moyen-Orient, comme l'annoncent depuis des décennies les administrations américaines successives — et Benjamin Netanyahu peu avant le 7 octobre 2023⁴⁸. La notion de "Nouveau Moyen-Orient" pour les administrations américaines correspond à deux approches : 1) les interventions militaires (1990-2011) qui devaient par des effets de « destruction créatrice » briser le statu quo ; 2) le rapprochement entre Israël et les pays arabes par des accords de paix en échange d'un soutien sécuritaire, financier et politique — Jordanie, Égypte fin des années 1970, Maroc, Bahreïn, EAU depuis 2020. La rupture d'octobre 2023-juillet 2025 aurait donc produit une nouvelle situation propice à l'émergence d'un Moyen-Orient conforme aux intérêts américains : le renforcement d'Israël, de la Turquie et des pays majeurs du Golfe (Arabie Saoudite, EAU, Qatar) au détriment de l'Iran ; le

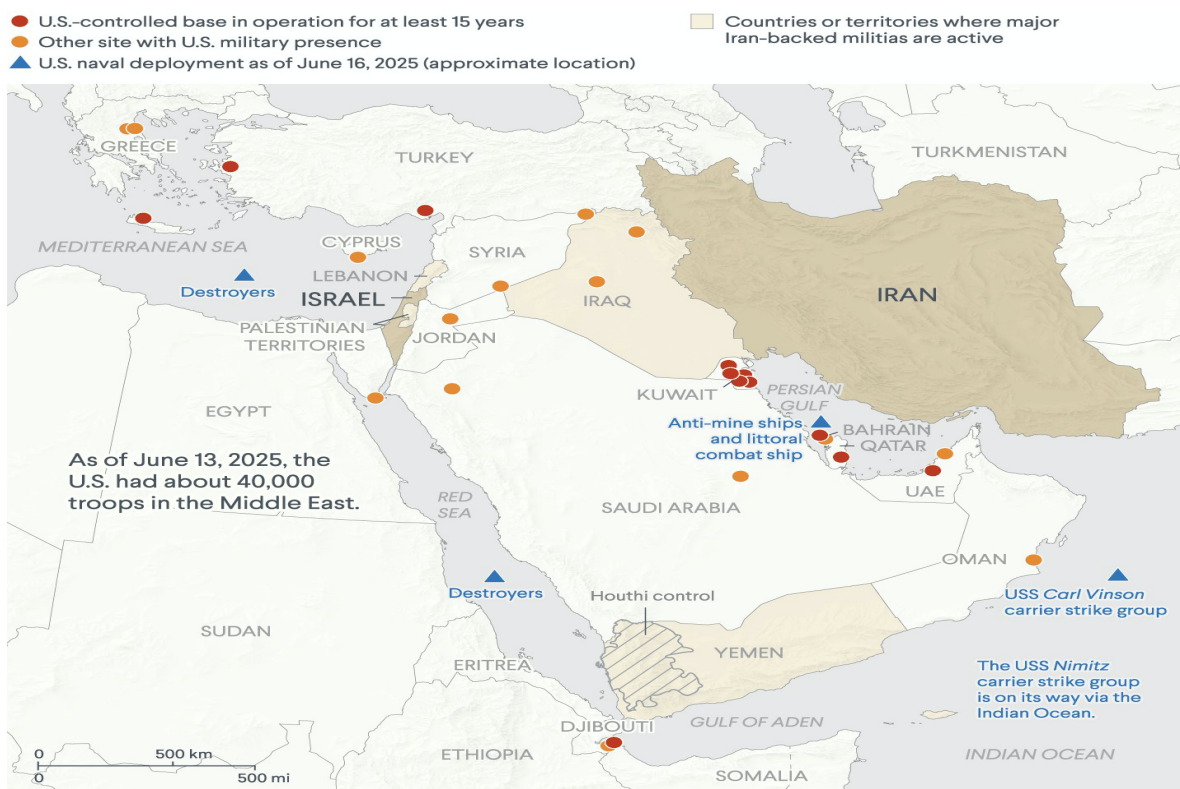
⁴⁸ "Full text of Netanyahu's UN address: 'On the cusp of historic Saudi-Israel peace'", *The Times of Israel*, 22 September 2023, <https://www.timesofisrael.com/full-text-of-netanyahus-un-address-on-the-cusp-of-historic-saudi-israel-peace/> Extraits : "I've long sought to make peace with the Palestinians. But I also believe that we must not give the Palestinians a veto over new peace treaties with Arab states. [...] Peace between Israel and Saudi Arabia will truly create a new Middle East. [...] Now look at what happens when we make peace between Israel and Saudi Arabia. The whole Middle East changes. [...] Now you know, Ladies and Gentlemen, you know there's a fly in this ointment, because rest assured, the fanatics ruling Iran will do everything they can to thwart this historic peace. [...] Sanctions must be snapped back and above all, Iran must face a credible military threat."

possible endiguement des rapprochements, voire des partenariats stratégiques, de certains acteurs régionaux avec la Chine et la Russie. Cependant, il faut mettre en évidence les contradictions :

1. Près de deux ans de génocide à Gaza ont sérieusement mis à mal les accords d'Abraham, et même si certains dirigeants golfiotes pensent qu'il existe un intérêt à aller dans ce sens, notamment en termes de partenariat stratégique exhaustif avec Washington (transfert de hautes technologies, nucléaire civil), les opinions publiques et les jeunes élites des pays arabes sont désormais acquises à la cause palestinienne ;
2. Concernant Gaza et les crises syrienne et libanaise, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite sont opposés aux options israélo-américaines ;
3. Après la « guerre des 12 jours », et la série de frappes ciblées en 2024-2025, le système stratégique iranien n'est pas neutralisé, il a même démontré son efficacité ; l'Iran n'est plus influent au Liban et en Syrie, mais il le demeure en Irak et au Yémen ; le régime iranien n'a pas été mis en danger, ni par une désorganisation de l'appareil d'État ni par un mouvement de révolte populaire ;
4. A priori les partenariats stratégiques déjà entérinés entre les États de la région et la Chine et la Russie n'ont pas été remis en cause.

En somme, on peut établir qu'inévitablement un nouveau Moyen-Orient émerge, et que les États-Unis et Israël veulent pouvoir influencer les conditions de cette émergence en favorisant la division et les conflits violents. Or, il leur sera difficile de contraindre l'ensemble des puissances régionales qui ont intérêt à l'intégration de leur région, connectée par de grands projets énergétiques, logistiques et de co-développement économique. Cette intégration implique la normalisation politique intrarégionale et les connexions avec l'ensemble de l'espace eurasiatique et à terme l'Afrique. Il n'y a aucune raison pour qu'Israël soit exclu d'une telle intégration, il lui faut juste retrouver son autonomie géopolitique et normaliser son approche stratégique, notamment en renonçant à la colonisation et au génocide.

Bases et déploiements américains au Moyen-Orient (juin 2025)



Sources: Congressional Research Service; U.S. Naval Institute; Liveuamap; Associated Press; Council on Foreign Relations

A propos de l'auteur : Saïda Bédar est sociologue experte des questions stratégiques, elle directrice de la société **Géostratégie Analyses**, et co-directrice du **Forum Moyen-Orient**

Pour citer cet article : Saïda Bédar, « Crises et “Nouvel Ordre” au Moyen-Orient : la stratégie américano-israélienne et ses limites », *Études & Analyses – Géostratégie Analyses*, Août 2025, <https://www.geostrategie-analyses.com/wp-content/uploads/2025/08/ETUDES-ANALYSES-Aout-2025.pdf>